



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché N°24-CSM-01

**Renouvellement des réseaux (eau potable, eaux pluviales)
Bourg d'HAMELIN-RD 5 et les Bois Olives, dans le cadre du
Groupement de Commande entre le SDeau50 et la
Commune d'Hamelin**

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 23 mai 2024 à 12:00













Coordonnateur du groupement

Syndicat Départemental de l'eau de la Manche

110 Rue de la Liberté CS 40108

50000 Saint-Lô

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|--|
|  | Objet | Renouvellement des réseaux (eau potable, eaux pluviales) Bourg d'HAMELIN-RD 5 et les Bois Olives, dans le cadre du Groupement de Commande entre le SDeau50 et la Commune d'Hamelin |
|  | Mode de passation | Procédure adaptée ouverte |
|  | Type de contrat | Marché public travaux |
|  | Nombre de lots | 0 |
|  | Délai de validité des offres | 120 jours |
|  | Forme de groupement | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | PSE | Sans |
|  | Clause sociale | Sans |
|  | Clauses environnementales | Sans |
|  | Durée / Délai | 6 mois (y compris préparation) |
|  | Négociation | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|--|---|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 - Objet | 4 |
| 1.2 - Mode de passation | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat..... | 4 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.5 - Nomenclature | 4 |
| 2 - Conditions de la consultation | 5 |
| 2.1 - Délai de validité des offres | 5 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement | 5 |
| 2.3 - Variantes..... | 5 |
| 3 - Les intervenants..... | 5 |
| 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs..... | 5 |
| 4 - Conditions relatives au contrat..... | 5 |
| 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution | 5 |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement | 6 |
| 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité..... | 6 |
| 5 - Contenu du dossier de consultation | 6 |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres | 6 |
| 6.1 - Documents à produire | 7 |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 8 |
| 7.1 - Transmission électronique..... | 8 |
| 7.2 - Transmission sous support papier | 9 |
| 8 - Examen des candidatures et des offres..... | 9 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Renouvellement des réseaux (eau potable, eaux pluviales) Bourg d'HAMELIN-RD 5 et les Bois Olives, dans le cadre du Groupement de Commande entre le SDeau50 et la Commune d'Hamelin

Répartition des opérations :

- SDeau50 : Renouvellement réseau d'eau potable - Bourg d'Hamelin RD5 (secteur 1)
- SDeau50 : Renouvellement réseau d'eau potable - Les Bois Olives - Hamelin (secteur 2)
- Commune d'Hamelin : Renouvellement réseau d'eau pluviale - Bourg d'Hamelin RD5 (secteur 1)

Lieu d'exécution :

Bourg d'HAMELIN-RD 5 et BOIS OLIVES
50730 HAMELIN

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|---|
| 45232150-8 | Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau |
| 44162500-8 | Conduites d'eau potable |
| 45232130-2 | Travaux de construction de canalisations d'eaux pluviales |
| 45232151-5 | Travaux de remise à neuf de conduites d'eau |

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

L'entité adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 – Acheteur public

| MOA | Dénomination |
|-------------------|--|
| SDEAU 50 | Renouvellement des réseaux d'eau potable |
| Commune d'Hamelin | Renouvellement du en réseau d'eau pluviale |

Coordonnateur du groupement : **Syndicat Départemental de l'eau de la Manche**

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le président du SDEAU50

Adresse : 110 rue de la Liberté CS40108 50000 SAINT-LÔ

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SOGETI INGENIERIE Infra - Agence Ouest
7 Rue Charles Sauria
14123 IFS
Courriel : ouest-caen@sogeti-ingenierie.fr
14200 HEROUVILLE ST CLAIR

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est de 6 mois, période de préparation incluse.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) AEP / Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) EP
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) AEP / Le bordereau des prix unitaires (BPU) EP
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) AEP / Le détail quantitatif estimatif (DQE) EP
- Le plan général de coordination (PGC)
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- Les plans
- Les résultats des investigations complémentaires

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

L'entité adjudicatrice applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Non |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |
| Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Non |

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

| Libellés | Signature |
|-------------------------------|-----------|
| Travaux sur ouvrages amiantés | Non |

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes | Non |
| Le bordereau des prix unitaires (BPU) | Non |
| Le détail quantitatif estimatif (DQE) | Non |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat | Non |
| Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat | Non |
| Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED), détaillant la méthodologie employée par le candidat pour l'organisation, le tri et le suivi des déchets | Non |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'entité adjudicatrice.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



Pensez à anticiper votre dépôt 24 heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Recevabilité des offres

Les offres inappropriées sont éliminées. Est inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre.

Est irrégulière, une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans le DCE notamment parce qu'elle est incomplète ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Est inacceptable, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Pour ces offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité ou non de rendre ces offres régulières ou/et acceptables selon les dispositions des articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP de 2019.

8.3 - Prix anormalement bas

Si l'offre présente un ou des prix anormalement bas, il sera demandé à l'entrepreneur, conformément aux articles R2152-3 à R21515 du CCP, des précisions sur la composition de ce prix. Si les justifications fournies ne sont pas jugées satisfaisantes, l'offre pourra alors être rejetée.

La formule de détection appliquée par le maître d'ouvrage sera celle de la Fédération Française du Bâtiment (FFB)

- Le maître d'ouvrage calcule la moyenne des offres des entreprises,
- Les offres se situant 20 % au-dessus de cette moyenne sont neutralisées pour le calcul suivant et une nouvelle moyenne est calculée,
- Sont détectées suspectes car spécialement basses les offres dont le prix se situerait au-dessous de 10 % par rapport à la nouvelle moyenne,
- Des justifications et précisions sont demandées aux candidats concernés,
- Le maître de l'ouvrage rejette par décision motivée les offres dont le caractère anormalement bas est établi.

8.4 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

8.5 - Critères de jugement des offres

| Critères | Pondération |
|--|-------------|
| 1-Valeur technique | 45.0 |
| <i>1.1-Les précisions techniques relatives aux procédés d'exécution, incluant entre autres les méthodes concernant la pose de conduite d'eau potable, la pose de la canalisation d'eaux usées et la reprise des branchements</i> | 15.0 |
| <i>1.2-Les précisions techniques relatives aux moyens d'exécution (les moyens affectés au chantier en personnel et matériel)</i> | 15.0 |
| <i>1.3-Les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier, autant au niveau du personnel de l'entreprise que des riverains, et incluant la gestion des déchets</i> | 10.0 |
| <i>1.4-Les indications concernant les contrôles internes réalisés (durant la période de préparation, suivi en termes de planning de la progression du chantier, test de compactage, étanchéité, ...)</i> | 5.0 |
| 2-Prix des prestations | 40.0 |
| 3-Cohérence et pertinence du planning | 15.0 |

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

- La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

« Prix »

$$\text{Note de l'offre} = (\text{Montant de l'offre moins-disante} / \text{Montant de l'offre à noter}) * 40$$

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

- Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes :

« Valeur technique »

La « valeur technique » de l'offre sera appréciée sur la base du mémoire technique du candidat.

L'absence d'indication sur des éléments demandés au titre du mémoire technique se traduira par la note de 0 sur l'élément demandé.

Cette note technique sera jugée sur un total de 100 points. La note minimale obtenue par un candidat sera 0, la note maximale 100. La note finale sera pondérée à 45%.

« Cohérence et pertinence du planning »

Elle sera jugée d'après le programme d'exécution des travaux et recevra une note maximale de 100 points.

Le résultat obtenu est ensuite multiplié par le coefficient de pondération affecté à ce critère, soit une note maximale de 15 points.

« Note finale »

La somme des notes pondérées, obtenues par critère de jugement des offres, permettra d'établir le classement final de l'ensemble des offres reçues.

8.6 - Discordance à l'intérieur d'une offre de prix

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.7 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

8.8 - Conditions de participation à la négociation

La négociation est engagée avec les candidats ayant présenté une offre conforme au dossier de consultation, sous réserve d'une éventuelle possibilité de régularisation selon les dispositions de l'article R2152-2 du CCP.

Les négociations se réaliseront par voie dématérialisée (ou/et éventuellement par une audition) et pourront porter sur tous les éléments de l'offre (notamment le prix). Toutefois, l'attribution pourra se faire sur la base des offres initiales.

La négociation se fera avec l'ensemble des candidats.

Dans le cas où l'acheteur décide de procéder à une audition, les candidats seront convoqués au minimum huit jours avant la date de l'audition. L'ordre de passage correspondra à l'ordre d'enregistrement du dépôt des dossiers chez la maîtrise d'ouvrage.

La durée de l'audition est de 40 minutes, identique pour tous les candidats ; la moitié du temps étant consacrée à la présentation du projet et l'autre aux questions libres du jury lors de l'audition ou questions envoyées avec la convocation.

Le nombre maximal de représentants du candidat admis à l'audition est de 3 (trois).

Les candidats utiliseront leur propre matériel (moyens informatiques, ...) pour leur présentation.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Caen

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen

3 Rue Arthur Leduc

BP 25086

14050 CAEN CEDEX 4

Tél : 02 31 70 72 72

Télécopie : 02 31 52 42 17

Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://caen.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est:

Médiateur des marchés publics

22 Mail Pablo Picasso

44042 Nantes CEDEX 1